



Buchillon inspire le Burkina Faso

ÉCHANGES Une délégation d'élus burkinabés est venue assister mardi à la séance du Conseil communal.

PAR ANNE.DEVAUX@LACOTE.CH



La ministre Madiara Sagnon-Tou (robe noire) et, à droite, Armand P.R Beouinde, maire de Ouagadougou, sont entourés par la délégation du Burkina Faso ainsi que les représentants des autorités buchillonaises, Andrea Uffer et Robert Arn. ADX



Le Conseil communal de Buchillon s'est tenu comme si de rien n'était, tandis qu'un public d'élus prestigieux et de représentants de l'administration au plus haut niveau de l'Etat du Burkina Faso assistait à la séance de mardi soir. En effet, une délégation composée d'une dizaine de personnes, dont la ministre déléguée chargée de la Décentralisation et de la Cohésion sociale, Madiara Sagnon-Tou et Armand P.R. Beouinde, maire de Ouagadougou, sont arrivés en Suisse le 23 juin pour un voyage d'étude en matière de décentralisation et de développement local. Buchillon était l'une de leurs étapes.

Aucune raison particulière n'a été avancée pour expliquer ce choix autre que d'assister à une séance de Conseil communal, expression vivante de la démocratie helvétique. Et ladite séance, dont le seul préavis portait sur la gestion et les comptes, a été à la hauteur de ce que les conseillers communaux buchillonais ont de meilleur à donner: discuter chaque sou avec tranquillité, sans jamais lâcher le morceau.

La leçon de Buchillon

Appelée pour une urgence, la ministre s'est retirée dès l'issue du Conseil, contrairement au reste de la délégation qui a manifesté son intérêt en toute décontraction lors de la verrée. Andreia Uffer, président du Conseil communal, et le syndic Robert Arn ont accueilli la délé-

gation burkinabée avant de commencer la séance. Mais une fois l'ordre du jour lancé, tout s'est déroulé de façon très habituelle. Le rapport de gestion et des finances a été détaillé, donnant l'absolution à la gestion municipale malgré quelques critiques, notamment concernant la nouvelle place du village.

Lors de la discussion, des questions très pointues sur les comptes ont été posées à l'exécutif. Alors que le tout aurait pu paraître fastidieux, Lawaléa C.A. Kabore Kaouane à la Direction générale des collectivités territoriales et Jeannine A. Tchombiano Yara au Bureau de la coopération Suisse à Ouagadougou étaient enthousiasmées par la tenue du Conseil, «Chez nous, le chef aurait été devant les autres membres de l'exécutif. Ici, tout le monde est au même niveau, les conseillers posent des questions franches et expriment leurs critiques en toute liberté. C'est vraiment très instructif de voir comment la liberté d'expression dans le débat n'empêche pas l'efficacité dans le déroulement de la séance».

L'ambition du Burkina Faso

Si l'évidence de ce voyage de découverte et d'étude ne sautait pas aux yeux tant le Burkina Faso semble loin de Buchillon, pour Armand P.R. Beouinde, il faut s'attacher à l'objectif de la décentralisation qui consiste dans tous les cas à rapprocher les

décisions politiques du citoyen. Il ne s'agit pas de chercher des recettes démocratiques à copier-coller, mais de l'inspiration.

Le maire de Ouagadougou est à la tête d'un Conseil de 254 membres dont 9 au sein de l'exécutif pour gérer une ville de 3 millions d'habitants. Selon les règles de son pays, il est à la fois maire et président du Conseil municipal. «Nous n'avons pas les mêmes outils de gouvernance. Ici en Suisse, la transparence et la redevabilité des élus à l'égard des citoyens sont ancrées dans une démocratie réellement participative. Au Burkina Faso, les choses commencent à changer avec la nouvelle classe politique arrivée au pouvoir en 2015. Le transfert des compétences et des moyens de l'Etat vers les collectivités territoriales devient effectif», soulignait-il.

Le budget actuel de l'Etat du Burkina Faso consacré à la décentralisation s'élève à 38 milliards de francs CFA (≈ 58 millions euros), soit 5% du budget national du pays, avec l'objectif ambitieux de l'augmenter à 15% en 2020.

Au cours de la soirée, Maurice Mocktar Zongo, maire de Koudougou, en échangeant avec Andreia Uffer sur l'organisation des pouvoirs communaux dans les deux pays, rappelait encore qu'après 27 ans de pouvoir autoritaire, le Burkina Faso vit depuis 2015 sa première législature en démocratie.

LA CÔTE

La Côte
1260 Nyon 1
022/ 994 41 11
www.lacote.ch

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 7'971
Parution: 5x/semaine



Page: 7
Surface: 60'738 mm²

Ordre: 1096783
N° de thème: 676.004

Référence: 74025065
Coupure Page: 3/3

Impressions de voyage

La traditionnelle verrée a été l'occasion d'échanges informels. Armand P.R Beouinde, le maire de Ouagadougou, et Hamidou Dicko, président du Conseil régional de la région du Sahel, ont exprimé «leur dépaysement», racontant notamment l'arrivée, la veille, de la conseillère d'Etat Béatrice Métraux, «au volant de sa voiture, seule, sans garde du corps ni aucune présence armée aux alentours du château». Puis, les invités ont abordé très librement le problème du terrorisme dans leur pays et pour leur démocratie. Sensibles à l'accueil qu'ils ont reçu, à la disponibilité des personnes rencontrées, ils se sont réjouis de leur après-midi à la Maison de la Rivière. Armand P.R Beouinde a également souligné la qualité de la gastronomie locale, tout en parlant de ses passions pour la littérature, les chaussures et le football.